

Bulletin de la Coalition européenne n° 1

2ème semestre 2016

Qui sommes nous ?

Pour le droit au logement et à la ville !

La coalition européenne d'actions pour le droit au logement et à la ville est une plate-forme pour la convergence des mouvements qui luttent à travers l'Europe. Après avoir mené des luttes pendant des années, nous (groupes et mouvements sociaux composés de locataires, d'habitants de taudis ou de quartiers auto-construits, occupants de squats, ou d'habitats insalubres, victimes d'expulsions, victimes de l'endettement, professionnels et chercheurs) avons senti le besoin de nous rassembler pour renforcer ce combat, afin de pouvoir prendre des positions communes et engager des actions communes sur les problèmes du logement.

En 2013, des groupes se sont réunis à Essen, Athènes et Paris pour analyser le contexte européen et s'accorder sur le besoin d'une plate-forme pour le droit au logement et à la ville, qui s'opposerait à l'avancée du capitalisme néolibéral dans tous les aspects de nos vies, la destruction et la marchandisation du logement public ou social, la dérégulation du marché, la privatisation des espaces et des services, le manque d'investissements publics, la financiarisation des systèmes d'offre de logements, et la spéculation immobilière qui ravage l'ensemble des villes européennes. Construites sur l'idée que le logement est une marchandise et renforcées par l'austérité, ces politiques appauvrissent les populations, rendant l'accès au logement décent plus difficile et augmentant les prix de l'immobilier, les loyers, le nombre d'expulsions et de personnes sans domicile. De cette façon, la ségrégation sociale de nos villes est maintenue et renforcée. Nos valeurs exigent les changements politiques, économiques et sociaux qui permettent l'accès à un logement décent pour tous. Nous exigeons aussi le droit de participer de manière efficace à la prise de décisions concernant les espaces et les ressources de nos villes, les communs qui appartiennent à tous. Nous voulons un environnement durable et la possibilité pour les habitants d'engager des relations avec la campagne. Nous nous opposons à toutes formes d'oppression et nous considérons que le logement est un enjeu transversal qui touchent les gens de manière différente selon, par exemple, leur statut de migrant ou leur genre.

Nous nous battons pour une démocratie réelle au niveau politique, économique, social, environnemental et urbain. La Coalition rassemble tous les mouvements et les personnes qui s'identifient à ses principes et objectifs et qui acceptent ses structures. La coalition est une plate-forme anti-hiérarchique, démocratique et pluraliste, indépendante de tout parti ou toute croyance religieuse.

A travers cette convergence, nous avons l'intention de renforcer nos luttes locales, de mettre en commun des ressources et des outils différents à travers le continent. En partageant nos connaissances, analyses et stratégies, nous construisons les liens entre des organisations de base, et ainsi créons les conditions pour la solidarité internationale. Nous construisons aussi notre capacité à mener des actions communes, à rendre plus visible l'actuel désastre du logement et à cibler ses causes. Enfin, nous voulons soutenir le développement de propositions alternatives, pleinement conscients du fait que ceci se fait pas à pas avec la construction de nos capacités à les réaliser.

Qu'est-ce que cette publication ?

Voici le premier de nos bulletins semestriels.

A travers ceux-ci, nous voulons répandre des informations sur les luttes du logement en cours à travers le continent, réfléchir sur pourquoi nous luttons et créer un espace d'analyse et de

discussions entre les groupes actifs sur le front du logement. Nous espérons que ceci peut augmenter la visibilité des luttes pour le logement, donc nous vous demandons de le transmettre à d'autres et de le faire passer de main en main. Si vous voulez contribuer ou partager vos pensées, contactez housing@riseup.net. Cela nous a pris un certain temps pour le produire, donc dites-nous si vous voudriez nous aider. Nous écrivons pour la plupart dans notre langue maternelle, donc, s'il vous plaît, un peu de patience.

Table des matières

Présentation – P.1

Compte rendu détaillé - Réunion de la coalition européenne, juin 2016, à Milan – P.2

Cadre et organisation d'accueil à Milan P.2

Groupes de travail : MIPIM, CAMELOT, BLACKSTONE - P.3

Groupes de travail : Migrations, Logement et Migration, Nouveaux squats en Grèce – P.5

Groupes de travail : Communication, Médias, Boîte à outils, Retour d'infos, - P.7

Nouveaux membres : Écosse, Irlande, Vienne, Athènes, – P. 9

Discussions récentes et accords – P.11

Luttes actuelles – Pologne, République tchèque, Espagne, Pays bas, Belgrade, Chypre P.13

Textes de réflexions – P.19

Tactiques – P.22

Réunion de la coalition européenne à Milan, juin 2016

JOURNÉE 1

La première réunion semestrielle de la Coalition s'est tenue à Milan entre le 1^{er} et 4 juin 2016 à l'invitation du centre social Il Cantiere at Spazio des Mutuo Soccorso (L'espace d'aide mutuelle). A chaque réunion, un nombre grandissant d'organisations pour le droit au logement de partout en Europe contacte la coalition, et de nouvelles personnes participent à nos réunions. Donc la première tâche a été de faire connaissance. Le premier jour, près de trente personnes de plus de 15 organisations se sont présentées et ont rapidement expliqué le travail de leurs groupes.

Nous avons accueilli de nouveaux camarades d'Irlande et de Vienne, et aussi l'équipe de traduction simultanée qui a dû travailler dur pendant les journées qui allaient suivre.

Nous avons consacré la première journée à en apprendre plus sur la théorie et la pratique d'entraide mutuelle, un principe d'organisation mis en œuvre à travers l'espace d'entraide mutuelle, un squat gigantesque occupé il y a trois ans dans le quartier populaire de San Siro où environ 30 familles (100 personnes) habitent et s'organisent ensemble. On peut penser à l'entraide mutuelle comme une manière de faire des choses avec les gens et non pas pour eux, créant des communautés de soutien. Aujourd'hui plus que jamais, à une période où les droits sociaux sont attaqués à travers l'Europe et où les États et le capital intensifient leur guerre contre et parmi les pauvres, nous devons nous éduquer aux nouvelles manières d'organiser notre résistance. Une manière alternative de porter notre lutte politique commence avec la réorganisation de nos vies par la création d'espaces autonomes où les gens vivent et font la politique ensemble, en rupture avec le marché et l'État.

Comme le disait Gonzalo, un camarade du centre social Cantiere de San Siro : « Nous devons penser l'entraide mutuelle à différents niveaux. Un niveau est l'institution des communs. Les gens sont seuls, piégés dans le travail et l'aliénation, donc on a besoin de ces institutions/espaces pour rencontrer d'autres. Les espaces sont un outil pour la lutte. Les besoins de base doivent être satisfaits (l'alimentation, l'abri) mais comment pouvons-nous continuer à politiser une fois ces besoins satisfaits ? A SMS, on demande aux gens qui demandent de l'aide « que pouvez-vous

donner à la communauté ? ». La plupart des gens estiment qu'ils sont inutiles parce que la société les fait penser qu'ils le sont, inférieurs, inutiles. A partir de là débute le processus d'offrir et de créer, par exemple, en enseignant des langues ou des sports – le savoir est une ressource. Aussi, gardant ouvert un espace, faisant du bénévolat par équipes, au marché gratuit par exemple (la boutique gratuite à SMS), rendre à la communauté – ces projets vont au-delà de la satisfaction des besoins de base (par exemple le logement). C'est au niveau du terrain, et c'est très important parce que les villes essaient de détruire les quartiers en détruisant les centres communautaires, ce qui rend difficile le démarrage des luttes. »

JOURNÉE 2

Nous avons démarré la journée en parlant de la financiarisation et comment nous pouvons nous organiser pour la contrer. La financiarisation décrit les nombreux processus différents par lesquels grandissent l'influence et le pouvoir du secteur financier dans d'autres marchés comme le logement. Les banques deviennent les propriétaires, et le logement des gens dépend de l'état de l'économie de dette plutôt que d'être un droit. Il est difficile de combattre à cause de l'élasticité de la financiarisation et les nombreuses façons qu'elle a de tirer un bénéfice – de la sécurisation, des logements vides, de la dette. Nous avons examiné le rôle de l'UE et la manière dont les lois sur la concurrence empêchent les subventions d'État pour du logement public abordable.

Parce que les ventes se situent à un niveau transnational, on a fait la proposition de faire une liste européenne des sociétés afin de rendre visible des liens possibles entre des luttes. Récemment, les gens d'une cité à Berlin qui avait été achetée par une société autrichienne se sont déplacés à Vienne pour une action réussie.

On a fait la proposition de créer un réseau de solidarité pour empêcher des sociétés de profiter des paradis fiscaux. Les ateliers sur la financiarisation ont continué en s'éclatant en petits groupes qui ont discuté des différents aspects et institutions de la spéculation financière et les manières de s'organiser pour s'y opposer.

Groupe 1 || MIPIM

MIPIM est le plus grand marché immobilier du monde regroupant développeurs, investisseurs et banques pour vendre du terrain et des logements. Il a lieu chaque année à Cannes, Londres et Hong Kong, et nous avons commencé à le cibler comme un symbole important de la façon dont les villes travaillent au bénéfice des spéculateurs et non pas de la population. L'idée a été formulée de construire une action plus importante dans 2 ou 3 ans, recherchant des informations sur les projets de développement et les liant aux luttes. Nous pourrions utiliser le temps pour développer une stratégie médiatique, trouver des financements, forger des alliances fortes avec d'autres mouvements, et puis emmener beaucoup de gens à Cannes. Est-ce que nous pouvons aussi décentraliser des actions afin d'exercer des pressions sur les maires et sensibiliser les populations locales ? Nous avons entendu parler d'une attaque marine sur une autre cible.

Idéalement, nous pourrions organiser des réunions de la Coalition à l'occasion d'une telle attaque, mais ceci suppose une organisation locale pour nous accueillir, ce qui n'existe pas à Cannes.

S'appuyant sur la philosophie et la pratique de l'entraide mutuelle, la discussion s'est focalisée principalement sur deux sujets :

1. Le risque que des espaces d'entraide mutuel soient pris dans le jeu néolibéral, en offrant des services directs et du soutien tout en échouant à exercer des pressions sur les États, à un moment où les États se retirent de leurs responsabilités sociales. De nombreuses personnes ont considéré que la construction de la solidarité et d'un sentiment de contrôle sur sa destinée maintenaient les gens dans la lutte politique après la satisfaction des besoins de base, augmentant la capacité de mobiliser en ciblant l'État.

2. Il est difficile de voir comment un tel modèle d'organisation se traduirait dans les différents contextes à travers l'Europe.

Il y avait la proposition de focaliser sur Londres puisque des capacités organisationnelles y existent – depuis lors Londres a accepté de cibler MIPIM UK, prévu du 19-21 octobre 2016 ! Ce ne sera pas une action impliquant l'ensemble de la Coalition.

Les gens veulent faire de l'infographie, et il y a une plate-forme nécessaire pour créer un MIPIMleaks, si on pouvait avoir accès au contenu. Le but serait de faire circuler des renseignements sur ce qu'ils font.

Groupe 2 || CAMELOT

Camelot, Ad Hoc, Ambika et d'autres sociétés plus petites hébergent des gens dans des espaces précédemment à usage commercial sur la base de licences qui n'accordent ni les droits de locataires ni les droits du code du travail telle la sécurité. Ces sociétés prennent de l'argent des propriétaires et des résidents. Camelot a 18 bureaux à travers l'Europe, y compris aux Pays Bas, en Allemagne, Belgique, France, le Royaume-Uni et l'Irlande. L'activité est connue comme étant de « l'anti-squat », ou le « gardiennage de l'immobilier ». Ils obtiennent des permis des autorités locales (au R-U du moins) dans du logement social destiné à la démolition. De nombreux immeubles d'où des squatteurs ont été expulsés sont transformés en « anti-squats ». Le Bond Precaire Woonvormen (L'union des hébergés précaires) aux Pays Bas fait de l'organisation sur cette question. Une discussion s'est centré sur la question de la cible : les sociétés ou les propriétaires. Même si les propriétaires ont le pouvoir à travers leurs ressources, c'est-à-dire les bâtiments, cibler une société pour la rendre toxique, et puis développer une argumentation éthique envers les municipalités ou d'autres propriétaires pourrait renforcer notre position dans les négociations.

Nous avons discuté une tactique nouvellement apparue au R-U, où les gens fondent une société sans but lucratif pour remplacer Camelot (ce qui coûte moins cher aux propriétaires mais ne demande pas de loyers aux hébergés puisqu'elle ne cherche pas à faire du bénéfice). Cela ne résout pas les problèmes d'insécurité, mais c'est gratuit !

Depuis la réunion, une équipe à Londres a squatté l'ancien siège social de Camelot. Pour une raison ou une autre, la société n'y avait pas installé des « gardiens d'immeuble ». Au moment de la rédaction, le Camesquat résiste contre un siège de 3 jours par des vigiles et la police et dénonce le rôle de Camelot dans la négation des droits des locataires et dans les expulsions.

Nous avons mis en place une nouvelle liste, antisquat@lists.riseup.net, pour le partage des informations. Nous pensons que beaucoup de locataires vont voir leurs droits s'aligner sur ce modèle dans les années qui viennent, donc nous avons de l'espoir de pouvoir commencer à organiser en amont du phénomène. Envoyez un courriel à la liste pour recevoir les mails.

Groupe 3 || BLACKSTONE

Blackstone est la société de capital-investissement la plus grande du monde et elle fonctionne dans des pays avec des niveaux élevés de dette publique. Elle achète beaucoup d'emprunts toxiques aux États-Unis et en Catalogne, parmi d'autres endroits. Elle augmente les loyers pour pouvoir expulser les habitants et elle essaie de contourner la nouvelle législation catalane en offrant de l'argent aux locataires pour les inciter à partir.

La campagne internationale les ciblant s'est centrée sur l'organisation d'actions coordonnées, d'abord en Espagne et aux États-Unis, pour ensuite se répandre vers Londres et Tokyo. Ces sociétés ne cherchent pas à cultiver leur notoriété donc en les exposant, elles et les autres banques/sociétés qui font de l'argent de cette manière, peut être une tactique très efficace. Souvent l'argent public passe directement à des développeurs privés à travers des partenariats public-privé, pour construire

des logements qui ne peuvent pas être construits directement avec de l'argent public à cause des lois sur la concurrence européennes qui limitent les dépenses publiques.

Le groupe de travail a proposé de cibler les bourses ainsi que les États qui utilisent de telles méthodes. Une proposition a été acceptée de coordonner des actions autour de la financiarisation au début d'octobre, au moment de la journée « zéro expulsions ».

Nous avons ensuite participé à des visites étonnantes de la Spazio Mutuo Soccorso (l'espace de l'entraide mutuel) qui nous avait accueilli.

MIGRATIONS

Pendant l'après-midi, nous avons visionné un court film sur la situation des migrants Rom en Pologne. L'accord entre l'UE et la Turquie a piégé des centaines de milliers de gens, et nous avons entendu du groupe « Solidarity for All » l'effort immense de solidarité en cours en Grèce. L'État et les ONGs donnent l'impression de travailler sur la question, mais de manière insuffisante. En fait, ils ont maintenant créé des « camps d'accueil » qui ressemblent plus à des camps de concentration car les personnes hébergées sont loin des villes, de l'information, des ressources et n'ont aucun accès à des avocats. Il est important de noter que les manifestations de solidarité sont maintenant l'objet de restrictions et il n'est plus aussi facile d'entrer dans les camps. A la place, il y a des squats auto-gérés, une autre manière d'accueillir les gens.

La campagne « Arrêtez la guerre, pas les gens » en Italie essaie de lier la guerre et la destruction environnementale aux démocraties européennes et aux multinationales qui en sont responsables. Les sociétés fabriquent de l'exclusion sociale qui touche directement ceux qui partent, ce qui explique pourquoi les migrants entrent dans la lutte en Europe de l'ouest. Les ressources sont extraites du sud, mais on ne permet pas aux gens de les suivre vers le nord. La campagne insiste sur le terme « gens » plutôt que migrants ou réfugiés. Ils ont développé d'importants réseaux sociaux et ils exécutent des actions contre l'industrie de l'armement et le côté administratif de l'UE.

Une proposition pour fabriquer une carte des « points d'accueil » à travers le continent a été discutée. Est-ce qu'on devrait parler avec w2°.info ? Ce serait beaucoup de travail et le système ne fonctionne pas toujours sur le plan local !

Groupe de travail de la Coalition – LOGEMENT ET MIGRATION

Sous l'impulsion de nouveaux camarades grecs à notre réunion à Milan, nous avons créé un nouveau groupe de travail dans la coalition. Dans le contexte de la soi-disant « crise des migrations », nous soulignons l'importance de reconnaître l'auto-détermination et l'auto-organisation des migrants dans nos luttes locales. Ceci peut jouer un rôle crucial au sein des réseaux des mouvements urbains qui s'opposent aux politiques de l'austérité, et la restructuration néolibérale des villes européennes. Dans cette perspective, nous pensons que les mouvements sociaux devraient s'organiser à travers les ethnicités, s'unissant pour se battre ensemble et évitant le piège dangereux d'une guerre entre les pauvres. Nous considérons que les pays européens sont responsables sur les plans économique et politique des problèmes dans les pays que les gens choisissent de quitter. Nous dénonçons les procédures mises en œuvre par l'UE visant à externaliser ses frontières en déléguant la responsabilité pour le contrôle et la réception. Ces politiques exacerbent l'oppression dans les pays de départ, sans que l'UE assume ses responsabilités légales et éthiques.

** Nous nous trouvons en Grèce au mois de juin (voir ci-dessous) et avons discuté sur quoi focaliser le groupe. Nous nous sommes mis d'accord qu'il serait un premier pas important que chaque groupe adhérent explicite comment il voit l'intersection entre ces deux luttes. Nous invitons tous les groupes (membres ou non) à envoyer des textes à...

Les choses qu'on aimerait savoir :

Avec qui vous organisez-vous ? La question de la migration est-elle centrale dans votre travail d'organisation, ou est-ce que c'est plus du travail de solidarité ? Quelles sont vos expériences en ce qui concerne le lien entre ces luttes ? Est-ce que vous avez des idées sur la façon de renforcer cet aspect de votre travail ?

D'autres points discutés :

Beaucoup d'entre nous qui travaillons avec des Roms, qui sont en général des migrants en déplacement à travers l'Europe, quel type de soutien permettant l'auto-organisation serait utile, sans se contenter de créer un nombre infini de nouveaux réseaux ? Est-ce qu'on devrait créer un compte Skype commun avec des groupes sur le logement et les migrants de tous les contextes locaux ? Qu'est-ce qu'on chercherait à y trouver ? Comment pourrait-on préparer l'appel dans chaque ville de telle manière que la communication soit utile ? Nous ne voulons pas appeler à des actions sans avoir travaillé dessus avec ces groupes et nous sommes bien placés pour les aider à se connecter les uns aux autres.

Nous pourrions organiser des rencontres avec des migrants à propos de la situation de logement dans leurs pays d'origine et dans les pays où ils sont arrivés. On pourrait utiliser les liens de la coalition pour renforcer les luttes locales et montrer aux non-migrants pourquoi les gens sont partis de chez eux pour vivre ailleurs. Nous vivons ensemble, nous luttons ensemble !

Soutenez le nouveau mouvement des squats en Grèce

La Grèce - la porte sud-est de l'Europe aussi bien que le cobaye des institutions européennes - fait face à la soi-disant « crise des réfugiés » depuis plus d'un an maintenant. L'exode massif de la guerre en Syrie l'été dernier et la migration continue en provenance d'autres territoires où les gens ne peuvent pas construire une vie digne sont devenus un mouvement social massif qui a entraîné l'effondrement temporaire de la « forteresse Europe » et du contrôle par les États. Avec un nombre de migrants que nous n'avons pas vu en Europe depuis des décennies, accompagné d'actions énormes de solidarité et d'entraide, les murs ont commencé à chanceler. La fermeture de la route des Balkans, et la transition de la Grèce d'un pays de transit vers un endroit où les gens étaient piégés ont aggravé la situation et ont fait naître de nouvelles formes de lutte commune.

Ces derniers mois, des squats ont été ouverts pour héberger des migrants en Grèce. A Athènes, au moment de la rédaction, il y a 8 bâtiments squattés qui abritent environ 1500 personnes. Ces projets ne sont pas des actions par des militants en solidarité avec les réfugiés. Les activistes et les gens ayant besoin de logement travaillent ensemble, sans égard à leur origine, occupent et auto-organisent le lieu. Après une manifestation le 16 juin qui a rassemblé plus de 5000 personnes provenant des divers squats de logement à Athènes, l'hôtel abandonné « Oniro » (ce qui veut dire, de manière pertinente, le rêve) dans le quartier d'Exarchia a été rouvert et héberge maintenant 120 personnes, la plupart de Syrie.

Nous avons partagé les revendications criées par nos nouveaux voisins pendant cette manifestation :

- à vivre dans des villes, pas dans des camps,
- pour ouvrir les frontières
- arrêter les déportations
- nous appelons aussi à la réquisition généralisée d'immeubles vides pour loger les gens, qu'ils soient grecs ou étrangers, et de libérer du terrain pour l'auto-construction.

En tant que membres de la Coalition Européenne d'Actions pour le Droit au Logement et à la Ville, nous considérons positif le nouveau mouvement de squats en Grèce et nous anticipons avec plaisir la perspective de transfert de ce beau modèle source d'inspiration dans nos conditions locales respectives. Nous voyons tous dans nos luttes que la discrimination raciale est un facteur central d'exclusion sociale. Nombre d'entre nous sommes impliqués dans des actions anti-fascistes et anti-racistes qui dépassent la question du logement.

Pour ces raisons, nous avons mis en place le nouveau groupe de travail « Logement et Migrations » qui vise à unir les luttes non seulement au niveau local mais aussi international. Nous avons participé au campement No Borders à Thessalonika, [<http://noborder2016.espiv-blogs.net/>] et continuons nos discussions avec d'autres mouvements et militants afin de dessiner nos prochains pas concernant la topographie des informations et des actions communes possibles. Nous invitons tous les militants et leurs alliés qui s'organisent sur les questions du logement en Europe à participer.

Nous vivons ensemble – nous luttons ensemble – continuons à squatter !

Liens aux squats de logement en Grèce :

<http://www.notara26.info>

<http://solidarity2refugees.gr/city-plaza/>

JOURNÉE 3

Nous avons voyagé à Parme tôt dans la matinée pour visiter Art Lab, en compagnie de Rete Diritti à Casa Parma. Nous avons fait la tournée du quartier d'Oltretorrente à Parme et avons appris son histoire radicale. Les séances matinales se sont centrées sur la communication (interne et externe) et celles de l'après-midi sur l'échange des savoir-faire. Nous avons commencé avec une démonstration de notre site web, www.housingnotprofit.org, qui a une zone pour membres où votre groupe peut s'inscrire. Il a des liens vers des blogs, twitter, et peut être une bonne source d'informations partagées à travers le continent. Nous essayons de nous organiser pour les traductions. Faites-nous signe si vous pouvez aider.

Le PAH a discuté de leur structure de communications, avec chacun des 240 groupes locaux ayant un groupe de travail de communications pour le site web, twitter et facebook. Les groupes utilisent Whatsapp pour communiquer, comme les représentants au niveau étatique. Ils existent aussi aux niveaux local, régional et national.

Ils publient des campagnes, des hashtags, des informations, des échantillons de tweet etc. tout dans un titanpad auquel tous les PAH peuvent accéder. Ce sont les « protocoles de communication » - cela a l'air d'être une bonne méthode pour organiser la com. Ils partagent aussi entre les mouvements par une plate-forme qui s'appelle padland.

Groupe de travail de la Coalition Communications

- Nous devrions utiliser les réseaux sociaux, comme facebook et twitter. Maintenant que nous avons un compte twitter, @4HousingandCity – connectez-vous !
- A chaque campagne, créons des # partagés, développons de l'infographie, et des vidéos courtes pour faire un ensemble commun de ressources.
- Développons le site web, www.housingnotprofit.org
- Organisons des petites rencontres et des formations pour développer des stratégies de communication – peut-être à Dublin ? Contactez des sites web importants, les médias alternatives, etc. pour nous présenter et démarrer des canaux de communication.

Bulletin

Nous avons discuté de la façon de produire un bulletin semestriel régulier. Si vous lisez ceci, ça a marché ! Vous pouvez voir les éléments divers que nous y avons mis. Contactez housing@riseup.net si vous avez des suggestions concernant les groupes à contacter.

Boîte à outils pour des organisateurs

Nous avons aussi démarré un groupe de travail pour tenter de construire un certain nombre de boîtes à outils pour organisateurs. Nous espérons sortir la première en automne 2016. Elles traiteront de

questions spécifiques – par exemple celle sur laquelle nous travaillons parle des actions créatives que les gens peuvent organiser contre les propriétaires ou des politiciens, ou comment s'organiser dans un quartier.

Groupe de travail de la Coalition Médias

Un nouveau groupe de travail a été lancé. La discussion a fait un survol des médias autour d'Amsterdam (où nous avons un groupe de travail) et a réfléchi à la meilleure manière de se coordonner. Il a été décidé que plutôt que tenter une centralisation des liens avec beaucoup de médias, il serait mieux que chaque groupe utilise ses propres contacts pour diffuser des communiqués.

Le groupe a demandé que les adhérents se servent du logo de la coalition avec un petit paragraphe en bas de page pour expliquer leur adhésion, dans leurs communiqués nationaux ou locaux. Ceci augmenterait notre visibilité et faciliterait la couverture pour des actions centralisées européennes à l'avenir. Il a été proposé de rédiger une fiche de données sur la coalition au cas où une équipe des médias locaux nous interrogeraient.

Retour d'infos vers les groupes

Nous avons discuté sur la façon de partager ce que nous apprenons dans les réunions de la coalition avec d'autres dans nos groupes afin d'éviter des blocages d'informations. Quelques suggestions :

- Utiliser des réunions stratégiques régulières pour faire un retour de l'info et trouver des moyens pour que la coalition puisse être utile dans la lutte locale ;
- utiliser notre participation dans la coalition pour relier différents groupes et construire plus d'unité dans la ville : exemple les réunions des réseaux à Londres de la coalition et le partage des voix ;
- utiliser la publication la plus récente « Résistons aux expulsions à travers l'Europe » pour des présentations publiques/médias et la sensibilisation ;
- faire du retour de l'info directement après les travaux des réunions !
- utiliser les réseaux sociaux de la coalition – plus de liens !
- rendre les procès verbaux des réunions plus accessibles à travers un bulletin ;
- partager la vidéo de la réunion.

Quelques défis :

- comment susciter des discussions entre des groupes différents et nouvellement créés dans une ville ;
- les gens délèguent une personne pour participer et pour communiquer l'info ;
- les courriels ne marchent pas : ce n'est pas un bon moyen pour renvoyer l'info ;
- l'international donne l'impression d'être moins important que les luttes quotidiennes ;

Pendant le déjeuner, les équipes d'Europe centrale et de l'Est se sont rencontrés et ont discuté des résultats de la conférence de Poznan, qu'ils essaient de regrouper.

Après le déjeuner nous nous sommes divisés en sous-groupes autour des réussites de quelques-unes des organisations-membres, autour d'enjeux comme la négociation avec les décideurs, l'organisation de l'hébergement alternatif, ou le partage des connaissances à l'intérieur d'un groupe – les gens qui commencent à apprendre comment font les autres. Nous voulons construire un programme d'échanges.

Des demandes de soutien peuvent être faites par la liste des <savoir-faire>, via des contacts personnels ou pendant les réunions de la coalition. Ceci pourrait être soit : j'aimerais visiter votre groupe et voir comment vous travaillez sur quelque chose. Ou est-ce que quelqu'un qui sait bien

travailler sur xxx pourrait venir donner un atelier pour notre groupe ? Nous demandons aussi à des gens de communiquer une activité qu'ils sont d'accord pour offrir : par exemple, le partage des idées, stratégies, outils pour xxx.

Comment la Coalition soutient-elle des visites d'échange ?

Nous sommes d'accord pour couvrir les frais de voyage et demandons aux gens de nous envoyer un courriel avec leurs idées et une estimation des frais de voyage.

Notre budget de fonctionnement actuel est de 2000€. Nous avons l'intention de le partager entre tous ceux qui sont intéressés à faire une visite d'échange. Nous proposons une date limite qui serait de six semaines après les réunions semestrielles.

Nous voulons distribuer l'argent disponible de manière équitable parmi les demandes et nous prendrons en considération les privilèges et histoires personnelles des candidats. Nous encourageons particulièrement des gens qui autrement ne voyageraient pas de soumettre une demande pour du soutien pour une visite d'échange.

Nous avons aussi entendu parler d'Échanges et Partenariats, un programme français qui envoie des francophones pour participer à des mouvements sociaux et des organisations dans d'autres parties de la planète. Ils organisent des stages à plus long terme et quelques-uns de leurs volontaires ont beaucoup aidé à la mise en place de la coalition ! Si vous voulez un soutien pendant 6 mois, loyer pris en charge, en échange d'engager la personne dans votre lutte quotidienne, alors contactez-les ! L'idée a été proposée d'organiser des « camps de travail » dans des lieux où l'infrastructure serait adaptée et où plusieurs personnes pourraient se rassembler au même moment pour travailler sur un projet ensemble.

Ce soir-là, la fête était magnifique !

***** Échange des savoir-faire**

Nous sommes nos meilleurs experts ! Nous faisons face tous à une énorme diversité de défis et de questions pendant nos luttes au jour le jour. Nous pouvons être certains qu'à chaque problème, il y a un groupe quelque part qui fait face au même défi. Et peut-être ont-ils déjà eu une idée excellente qui, mise en œuvre, pourrait nous aider aussi. Ou ça marche dans l'autre sens. Allons-y pour jeter un coup d'œil. Ou invitons-les à venir partager leurs expériences. Cette vie collective est à nous.

JOURNÉE 4

Nous avons commencé notre dernière journée avec des présentations des nouveaux groupes engagés dans la Coalition. Voici quelques présentations écrites :

Living Rent

Living Rent est un syndicat de locataires écossais.

Nous sommes une organisation démocratique gérée par et pour des locataires. Nous voulons des domiciles pour des gens, pas pour un bénéfice ; ré-équilibrer le rapport de pouvoir entre les propriétaires et les locataires et assurer à tous du logement décent à un prix abordable.

Nous croyons dans le pouvoir collectif des locataires de se rassembler pour lutter pour leurs droits et utiliser des tactiques diverses – y compris de l'action directe là où c'est nécessaire – pour y arriver. Nous ne sommes affiliés à aucun parti politique, mais reconnaissons l'importance d'influencer des partis et des politiciens et d'exiger qu'ils justifient leurs actions. Nous tenons des réunions régulières à Edinbourg, Glasgow et Aberdeen. Si vous souhaitez vous impliquer, contactez-nous !

Irish Housing Network

Le réseau de logement irlandais a été mis en place en mai 2015 par un nombre de groupes de logement et des SDF, principalement à Dublin. Tous les groupes se sont mis d'accord qu'il était

nécessaire de travailler ensemble, partager des ressources et des informations et organiser des actions collectives pour faire face à la crise grandissante de logement et des sans domicile. Tous les groupes étaient aussi d'accord que les voix des victimes étaient habituellement minorées dans les groupes d'action et les campagnes au bénéfice de groupes politiques et de militants. Le savoir, voici notre pouvoir ! Donc nous voulons encourager des échanges et des visites parmi les groupes et les organisations de base et nous nous sommes regroupés dans la Coalition afin de renforcer ce pouvoir.

Quelles sont les différents buts qu'on peut fixer à une visite d'échange ?

Nous pouvons soutenir des groupes de plusieurs manières. Nous n'avons pas besoin de capacités particulières pour ça, à part la volonté de préparer et d'arriver à un accord mutuel avec le groupe que nous voulons visiter. Avec comme effet que les campagnes apparaissent et puis disparaissent rapidement. C'est au regard de ça que les groupes qui ont formé l'IHN ont voulu mettre en avant les victimes du mal logement et construire des groupes et des campagnes durables. Depuis, le réseau a grandi de 6 à 19 groupes. Il a organisé des actions directes, occupé les bureaux des autorités municipales et le département de l'environnement. Il a soutenu l'occupation et l'opération du Bolt Hostel (un foyer pour SDF fermé à cause de l'austérité et rouvert par l'IHN, pour être condamné à la fermeture de nouveau par la Haute Cour) et soutenu des familles dans un nombre de luttes contre les expulsions et pour l'occupation. Il a organisé des manifestations et contribué à la fondation de groupes de soutien. Il s'est aussi engagé dans l'éducation, la formation et le soutien avec et parmi d'autres groupes du réseau.

« Zwansräumungen verhindern Wien »

Nous avons commencé nos activités à la fin de 2014 pour soutenir une locataire contre son expulsion. Depuis lors, une tâche importante du groupe a été de sensibiliser le public à propos des augmentations de loyer, la logique du marché de l'immobilier et les expulsions à Vienne. Ce n'est pas aujourd'hui un sujet de débat public ou politique, même s'il y a 7 expulsions par jour à Vienne. L'absence de politisation est liée à la situation spécifique à Vienne, où on peut trouver un assez bon réseau d'institutions de bienfaisance publique qui fournit de l'aide en cas de besoins sociaux, mais qui aussi dépolitisent la question du logement à travers un traitement individuel. Pour une mobilisation réussie contre les expulsions, il est donc nécessaire de développer un autre discours qui place les expulsions et les augmentations de loyer dans un contexte social, plutôt qu'individuel. Nous nous réunissons toutes les une ou deux semaines et la réunion est ouverte au public. Dans les réunions publiques, nous offrons un soutien juridique et nous discutons collectivement les affaires juridiques concernant les expulsions, où nous prenons le temps pour échanger des histoires et des expériences dans une ambiance détendue avec café et friandises.

Au cours de notre travail, nous avons décidé de nous impliquer plus dans un quartier spécifique en voie d'embourgeoisement. Ceci permet un travail plus continu et fiable, permettant aux voisins d'y avoir accès et de rejoindre le groupe plus facilement. Même si nous commençons maintenant à lentement comprendre les dynamiques du quartier, nous ne sommes pas encore très reliés aux habitants. Pour changer cette situation, nous allons concentrer nos efforts dessus pendant la prochaine période.

A part les réunions avec les différentes personnes actives dans le quartier, nous organisons des manifestations, des projections de films, des lectures en public et des tours guidés à travers le quartier qui soulignent la gentrification, le déplacement des populations, les expulsions, etc.

Pour plus de renseignements (principalement en Allemand) : <https://zwangsräumungenverhindern.noblogs.org/>

Stop Auctions – Athènes

Le réseau contre les ventes aux enchères a été fondé en 2013 et depuis lors a concentré son action sur le soutien aux personnes endettées et contre les ventes aux enchères et les expulsions en Grèce. Notre réseau relie 45 groupes à Athènes et d'autres villes à travers la Grèce.

Aujourd'hui en Grèce, plus de 150.000 familles ont contracté des hypothèques qu'elles ne peuvent pas rembourser et en même temps 30% de la population doit de l'argent aux impôts et aux systèmes d'assurance publique, en plus des milliers de gens sont dans l'incapacité de payer leurs loyers. Tout ceci se combine pour générer une gigantesque crise du logement en Grèce.

L'équipe de STOP AUCTIONS, avec d'autres groupes qui mènent des actions similaires tous les mercredis, arrêtent la vente aux enchères en empêchant à la fois les notaires et les spéculateurs d'entrer dans le tribunal. En même temps, nous organisons des campagnes d'information afin de casser le sentiment de honte et de peur qui affecte la plupart des personnes endettées. Une importante partie de notre travail est un soutien juridique et un appui que nous fournissons pendant les négociations avec les banques.

La question la plus importante pour nous, c'est comment organiser l'implication dans les actions des gens concernés plutôt que de s'appuyer sur la participation d'activistes radicalisés, une situation qui cimenterait un rapport de délégation plutôt que d'auto-organisation ?

Actuellement, nos tâches principales sont :

- le dévoilement au niveau national et européen du rôle des banques et des fonds voutours dans la politique néo-libérale de redistribution de la richesse au service du grand capital ;
- la promotion de la meilleure mise en réseau de tous les groupes portant des objectifs similaires ;
- la promotion d'une plus grande visibilité, une plus forte participation des groupes attaqués ;
- le développement et l'élaboration d'une campagne significative pour l'annulation ou l'étalement des dettes en liant cette question aux énormes quantités d'argent versées pour refinancer et recapitaliser les banques en faillite.

D'autres accords et propositions...

Nous avons ensuite résumé toutes les activités, structures et actions proposées que vous pouvez trouver dans cette publication.

Notre réunion mensuelle skype a lieu le 2ème mardi de chaque mois à 18h CET.

NEON :

Nous avons brièvement discuté notre rapport avec le Réseau des Nouveaux Organismes de l'Économie Europe et nous nous sommes depuis lors mis d'accord sur un système d'échanges où ils peuvent nous aider dans la traduction et avec d'autres ressources, y compris la mise en place de plus d'espaces pour les formations tout en nous laissant notre autonomie.

Actions à plus long terme

On a discuté de l'idée de prendre deux ans pour préparer une grande action au MIPIM de Cannes, ainsi qu'une proposition de faire de la recherche sur l'impact de l'UE sur le logement en vue d'une action de masse ciblant l'UE dans 4 ans. Nous n'avons pas réussi à créer un groupe de recherche là-dessus, bien que nous disposions déjà d'un peu de matière. Contactez-nous si vous avez des infos utiles. Nous pourrions créer une publication ou l'utiliser comme recherche en vue d'une action. Nous sommes à peu près arrivés à un accord sur une semaine d'action sur la financiarisation et la façon dont elle provoque des expulsions pour coïncider avec la Journée Mondiale contre les

Expulsions au début d'octobre. La proposition a été faite que quelques groupes ciblent leurs bourses pour rendre l'idée plus visuelle. On a travaillé sur le problème des cibles : vaut-il mieux cibler les acteurs privés ou les États qui autorisent et mettent en œuvre la financiarisation ? Pour l'instant, le sentiment a été que l'Union Européenne était une cible trop abstraite en comparaison des sociétés. L'UE est attaquée majoritairement par la droite et ceci pourrait être une hypothèse dans l'opinion difficile à faire bouger. Nous avons reconnu qu'il est difficile de prévoir nos capacités sur quatre ans !

Octobre – le mois d'action sur le logement.

Nous nous sommes mis d'accord de revenir dans nos groupes avec la proposition d'une semaine d'actions. Depuis la réunion, nous avons décidé d'organiser des actions au cours du mois d'octobre, en nous concentrant sur la première semaine avec le slogan #EuropeNot4Sale et d'autres hashtags locaux centrés soit sur la financiarisation ou sur les expulsions.

Nous sommes allés au Forum Social Mondial de Montréal où la coalition s'est mise d'accord, ensemble avec No Vox, Habitat International Coalition et l'Alliance International des Habitants qu'octobre serait un mois d'actions sur le logement. Consultez www.housingnotprofit.org pour les détails de toutes les actions. MIPIM a lieu à Londres tandis que la méga conférence Habitat 3 se tient à Quito, avec des projets de résistance dans les deux endroits, ainsi que d'autres actions à travers l'Europe.

Pour les actions #EuropeNot4Sale, nous produisons une courte vidéo regroupant les revendications de tout le monde, et nous demandons à tous ceux qui font des actions de créer des vidéos courtes que nous pouvons rassembler après-coup. Nous avons un symbole commun d'une maison couverte d'un €, £, \$ ou autre devise pertinente, barrée par une X.

Il y a des actions prévues au moins à Lisbonne, en Espagne, Chypre, Milan, France, Belgique, Budapest, Grèce, République tchèque et Londres. Rejoignez-nous ou contactez-nous pour en savoir plus sur des actions proches de chez vous ! housing@riseup.net

Nous nous sommes mis d'accord pour soutenir la manifestation des squats de logements des migrants à Athènes le 16 juin et quelques-uns d'entre nous ont participé au camp No Borders à Thessalonique en juillet – voir ci-dessus P.5 pour une mise à jour du nouveau groupe de travail Logement et Migration. Nous avons discuté de l'idée d'une action commune autour des migrations, mais avons fini par reporter cette idée en attendant plus de discussions avec d'autres groupes.

Mises-à-jour

Il y avait la proposition de faire une action à Dublin autour de la financiarisation quand nous y tenons notre réunion de novembre et de programmer une action autour du droit à la ville lorsque nous irons à Belgrade pour notre réunion d'été. Ce sont les organisations qui nous accueillent qui vont décider, bien sûr.

Nous avons fait un petit changement dans notre budget. Quelques fonds ont été enlevés du soutien à la représentation de la Coalition dans des événements externes et ré-alloués à la solidarité horizontale pour soutenir des organisations membres. Il y a un fond pour soutenir des organisations sans ressources, faites-nous savoir si vous avez besoin d'argent pour quelque chose !

Invitation à la prochaine réunion de la Coalition à Dublin du 17 au 20 novembre 2016.
(Je ne traduis pas le programme puisque l'événement est déjà passé dans l'histoire au moment de la traduction - NDT)

Pour résumer

De la part des groupes militants pour le logement en Irlande, nous sommes ravis d'inviter les membres de la Coalition Européenne d'Actions pour le Droit au Logement et à la Ville à Dublin pour les réunions de la coalition et pour un événement militant sur le logement au niveau national en novembre 2016. Il y a déjà eu un certain nombre de réunions de la coalition dans diverses villes européennes et nous sommes ravis d'en être les hôtes à Dublin. 2016 est une année importante dans l'histoire irlandaise puisque le soulèvement de Pâques a eu lieu ici il y a 100 ans en 1916, ce qui marquait un moment-clef dans la lutte irlandaise pour sa libération. Nous espérons que la Coalition imprimera sa propre marque révolutionnaire sur la crise du logement européenne et que les rencontres à Dublin en Novembre serviront de catalyseur pour les changements dont ont besoin des millions de gens à travers le continent. Les réunions et le rassemblement national auront lieu dans divers secteurs de la ville et nous pensons qu'il y aura un intérêt significatif exprimé par des groupes et des individus impliqués dans l'activisme pour le droit au logement à de nombreux niveaux. Nous voyons les réunions de Dublin comme une manière de faire progresser le travail qui a déjà commencé au sein de la coalition et aussi comme une manière d'apporter une nouvelle impulsion à la question du logement ici et à travers l'Europe. Nous anticipons cet événement avec énormément d'enthousiasme ! [...]

L'événement est organisé par Housing Action Now, The Irish Housing Network and plusieurs autres groupes.

LUTTES ACTUELLES

Pologne

Lukasz Bukowski de **Wielkopolskie Stowarzyszenie Loktarorow**, notre organisation membre en Pologne, a été emprisonné pendant 3 mois pour avoir résisté à l'expulsion violente d'une femme handicapée avec sa famille. Les groupes ont envoyé des messages de solidarité et ont manifesté leur soutien. Voici son retour :

Allo !! Merci beaucoup de toute la solidarité que vous m'avez donnée. Chacun de ces actes nous a renforcés. Les lettres, les manifs, la couverture médiatique, tout ça a rendu mon séjour en prison nettement plus facile. J'étais plus confiant à cause de cela. Les détenus et même les gardes me manifestaient respect et sympathie. Tout cela ensemble a rendu la tâche plus facile de présenter le logement comme un droit humain fondamental, mais aussi de parler des liens entre les capitalistes, les autorités locales, la police et la justice.

Après avoir quitté la prison, je suis rentré chez moi – au squat de Rozbrat. Au moment où j'écris ces mots (14/09/2016) les préparatifs sont en cours pour son 22ème anniversaire. Le jour suivant ma libération, j'étais dans une manif pour combattre pour nos droits communs. Et ça ne changera pas !
Lukasz Bukowski

Wake Up Houses – République Tchèque

La région où travaille l'initiative Wake Up Houses est une zone où des luttes se concentrent pour de nombreuses raisons : l'exode des jeunes diplômés vers d'autres horizons, le chômage des anciens travailleurs des mines, le manque de logements décentes privés ou sociaux, un des environnements le plus pollués d'Europe et la présence de courants d'opinion racistes anti-Rom et anti-migrants.

Ces luttes se focalisent dans la ville principale, Ostrava, où nous sommes implantés. Ostrava avec près de 300.000 habitants se trouve dans le nord-est du pays, près de la frontière polonaise. Son histoire est fortement liée à l'industrie des mines mais après 1989 la région s'est désindustrialisée. Actuellement il reste une aciérie appartenant à une filiale du groupe mondial ArcelorMittal qui pollue gravement l'environnement. Mais sa présence est défendue à cause des emplois qu'il fournit pour la population.

Une autre entreprise transnationale de la région est RPGByty. Son propriétaire nous est inconnu mais il possède une grande partie du stock de logements. La documentation que nous avons étudiée suggère qu'il est la propriété du groupe Blackstone qui a acquis une certaine notoriété à cause de ses pratiques d'augmenter des loyers pour ensuite expulser ses locataires en Espagne et aux États-Unis. En combinaison avec l'absence totale d'un système centralisé de logement public, de plus en plus de gens sont menacés de la perte de leur logement ou s'abritent dans des soi-disant auberges commerciales, dans des conditions de logement indécentes et sans aucun espoir d'améliorer leurs conditions de vie.

Ostrava est une des régions parmi les plus fortement touchées par l'exclusion sociale de la République Tchèque, avec une forte proportion de la population d'origine Rom. Les habitants des villes et des villages vivent dans la pauvreté, touchés par la discrimination et l'endettement (comme il n'y a aucune protection législative contre le surendettement et les intérêts montent en flèche dès que les agences de recouvrement s'en mêlent).

Récemment des manifestations anti-Rom et anti-migrants ont été organisées par des nationalistes dans la ville.

Nous avons formé Wake Up Houses en décembre 2014. Le but d'ensemble de l'initiative est de développer des activités autonomes alternatives pour les citoyens d'Ostrava. Donc un des objectifs à long terme est d'obtenir un bâtiment pour abriter nos activités. A court terme, nous organisons des manifestations et des événements dans la ville, des événements culturels et des distributions de vêtements dans les quartiers pauvres. Nos activités sont politiques aussi bien que sociales.

En 2015 nous avons organisé de l'aide pour des migrants et l'avons distribué aux camps de migrants à travers le pays et à l'étranger, et nous avons monté un événement culturel avec des discussions sur la pratique du squat.

En 2016, un événement culturel organisé avec un cinéma public a souligné la présence de bâtiments vides dans la ville, plus deux échanges de vêtements et des activités de loisirs pour les enfants dans les zones défavorisées. En avril 2016, nous avons organisé une contre-manifestation pour protester contre une marche nationaliste à travers la ville. Et récemment nous avons obtenu un appartement dans un des quartiers pauvres comme base pour nos activités, avec la possibilité d'héberger des visiteurs ou des camarades de l'étranger.

PAH – Espagne

Depuis ses débuts il y a sept ans, le PAH se bat pour une loi sur le droit au logement qui mettrait en place les mesures minimales nécessaires pour faire face à la crise durable de logement en Espagne. Le pouvoir de l'industrie bancaire avec les propositions juridico-politiques du gouvernement actuel, avec des médias partisans ont réussi à déplacer la crise vers les secteurs les plus sensibles de la société. La crise économique actuelle, la montée du chômage et, pire, l'augmentation du nombre de contrats à 0 heure ou « contrats poubelles » comme on les appelle en Espagne, signifient que même s'ils ont un emploi, de nombreuses personnes vivent le risque important d'être rejetées dans la pauvreté et l'exclusion. Ceci a eu comme résultat des difficultés économiques augmentées pour des milliers de familles qui ne peuvent pas satisfaire leurs besoins les plus élémentaires. Comme résultat, il va sans dire que de nombreuses familles ne peuvent plus faire face aux paiements de leurs hypothèques ou de leurs loyers.

Le résultat à ce jour est plus de 600 000 expulsions à travers l'Espagne, en violation claire de leur droit constitutionnel à un logement.

L'article 47 de la constitution espagnole dicte que :

TOUS LES ESPAGNOLS ONT LE DROIT à un logement décent et adéquat. Les autorités publiques promouvront les conditions nécessaires et fixeront des normes appropriées pour rendre ce droit effectif. En même temps, on n'exige pas le respect de l'article 33, qui place des limites claires sur la possibilité du secteur privé à faire des bénéfices en satisfaisant une fonction sociale et qui aujourd'hui est systématiquement ignoré, comme en témoigne le nombre de logements vides qui sont saisis et accumulés par les banques plutôt que d'être utilisés pour héberger des familles sans domicile qui ont besoin de logements sociaux.

L'article 24 garantit le droit à une protection juridique mais celle-ci est largement ignorée par les procédures de saisie comme l'ont reconnu la Cour Européenne de Justice et divers communiqués des Nations Unis.

Le PAH a recueilli plus de 1.400.000 signatures pour soutenir une initiative citoyenne législative (ILP) qui résoudrait une grande part de la pénurie de logements actuelle et les procédures hypothécaires injustes. En face, la réponse du gouvernement a été des changements superficiels qui sont manifestement insuffisants et même restrictifs pour la plupart des personnes concernées. Le PAH a aussi été actif sur le plan régional, proposant des lois régionales qui garantissent le droit au logement utilisant des communautés autonomes comme les agents de gouvernance. Le Parti Populaire actuellement au pouvoir non seulement résiste à nos efforts mais est allé jusqu'à contester ces lois devant la Cour Constitutionnelle du pays.

Aujourd'hui, nous insistons sur le fait que nos revendications sont des mesures minimales couvertes par la Déclaration des Droits de l'Homme et la Convention Internationale sur les Droits Sociaux et Culturels et sont exigées par l'Article 47 de notre constitution.

Les revendications principales du PAH peuvent être résumées en 5 points :

1. L'annulation de la dette sur toute propriété saisie : réflexion sur des mécanismes de deuxième chance pour le logement et l'allègement des dettes de manière rétroactive.
2. Des loyers stables et abordables : changer la loi actuelle sur les contrats de location pour rendre la location plus stable et sécurisée.
3. Arrêt des expulsions. Arrêter toute expulsion qui n'inclut pas un plan de logement alternatif pour les expulsés.
4. Logement abordable : augmentons le stock de logements publics en expropriant le logement entre les mains des banques qui ont reçu de l'aide de l'État et le transformer en logement public.
5. Garantie des fluides de base. Éviter les coupures des services nécessaires pour une vie digne tels que l'électricité, l'eau et le gaz.

Réseau contre les enchères et les expulsions – Stop Auctions (est-ce que c'est la présentation d'une nouvelle organisation membre puisque Stop Auctions remplace Solidarity for All, qui s'est scindé?)

Bond Precaire Woonvormen | Pays Bas

Le 30 mai 2016 deux actions de la Coalition Européenne d'Actions pour le Droit au Logement et à la Ville ont été montées à Amsterdam. Le matin, une conférence de presse alternative a été organisée dans le port au moment où les ministres du logement européens arrivaient pour le Sommet du Calendrier Urbain Européen.

Plus d'informations <http://bondprecairewoonvormen.nl/2016/05/1909/>

<http://bondprecairewoonvormen.nl/2016/05/defend-the-right-to-housing-and-to-the-city->

call-for-international-action-amsterdam-28th-to-30-of-may/.

Près d'une centaine de personnes se sont rassemblées pour une réunion publique devant le bureau du Stadgenoot pour manifester leur désaccord avec la vente à grande échelle du logement public et la fragilisation des droits des locataires. Stadgenoot a fait du lobbying pour la mise en oeuvre de nouveaux contrats à court terme d'une durée maximum de 2 à 5 ans sur le plan national. Cette société de logement affirme en effet que si vous n'avez pas l'argent pour louer ou acheter dans le secteur privé, votre place n'est pas en ville. Avec un stock de logements publics qui rétrécit inexorablement, de nombreux locataires temporaires sont obligés d'accepter des vies de nomade sans droit au logement ou relogement social, ou sont obligés à quitter la ville. Les manifestants ont exprimé leur colère devant cette politique inacceptable. Pour plus d'informations :

<http://bondprecairewoonvormen.nl/2016/05/1909/>

[http://bondprecairewoonvormen.nl/2016/05/defend-the-right-to-housing-and-to-the-city-call-for-international-action-amsterdam-28th-to-30-of-may/.](http://bondprecairewoonvormen.nl/2016/05/defend-the-right-to-housing-and-to-the-city-call-for-international-action-amsterdam-28th-to-30-of-may/)

Avant l'arrivée des gens et pour prévenir toute possibilité de dialogue, Stadgenoot (L'ami urbain) a fermé ses portes pour empêcher l'événement d'entrer dans les lieux. Une dizaine de personnes ont parlé devant leurs portes et ont plaidé pour une solidarité pan-européenne, une plus forte sécurité d'occupation, protection contre les expulsions et plus généralement le droit à du logement abordable pour tous. En même temps la foule criait des slogans conspuant la flexibilité dans les contrats de location, réclamant le droit au logement et dénonçant l'usage du logement pour faire des bénéfices. Voir le reportage vidéo :

https://www.youtube.com/watch?v=yDzhF_XUOLw)

Le documentaire néerlandais "Alles Flex?" (Tout flexible?) sous-titres anglais, où Stadgenoot joue un rôle important, montre la précarisation rapide de l'ensemble du parc du logement public aux Pays Bas. Il est disponible gratuitement et peut être utilisé pour des projections publiques.

<http://thefutureofwork.eu/?p=19>

(<https://vimeo.com/167414979>)

Récemment des immeubles de Stadgenoot ont été squattés pour empêcher leur vente à des prix ridiculement élevés. Nous exigeons un arrêt à la liste d'attente qui se rallonge de jour en jour pour le logement social ou public. Nous avons vu la création de nouveaux groupes pour le droit à la ville comme « Niet te Koop » (Pas à vendre) soutenu à travers Amsterdam. Une manifestation a rassemblé jeunes et vieux, locataires et syndicats de locataires, des militants pour le droit à la ville, des membres de la coalition européenne d'actions, tous ceux qui partagent le mécontentement de la situation du logement actuel et qui cherchent des solutions équitables.

A la fin de la manifestation, Pim de Ruijter, un porte-parole pour Stadgenoot et qui figure aussi dans « Alles Flex ? », s'est trouvé enveloppé dans une banderole par les participants. Stadgenoot a tenté d'utiliser cet incident pour diaboliser les organisateurs et les participants à cette action. Mais n'oublions pas que ce sont eux les agresseurs, ceux qui soutiennent la gentrification, qui détruisent les droits des locataires et des communautés, qui créent une ville ségréguée. Les actions de la matinée du sommet du Calendrier Urbain Européen et la visite de solidarité chez Stadgenoot ont attiré l'attention de plusieurs médias sur le plan national.

En 2015 nous avons organisé de l'aide pour les migrants et l'avons distribuée aux camps de migrants aux Pays Bas et à l'étranger, ainsi qu'un événement culturel avec un débat sur le squat. Peu de temps après, les corporations de logement d'Amsterdam ont annoncé qu'elles allaient ralentir la vente du logement social. Dans une déclaration au journal Parool, la société de logement public Rochdale a nié que cette décision « était due à des protestations publiques de solidarité ou des actions de squat ». Mais nous savons à quoi nous en tenir. Le BPW remercie tous les gens pour leurs efforts et leur solidarité dans ces actions réussies. Ensemble nous pouvons gagner cette bataille.

La visite de solidarité a été rendue possible par Bond Precaire Woonvormen, Recht op Stad, Huurdersverenigingen uit Zuid, Oud West en Oost, Faircity, la Coalition Européenne d'Actions pour le droit au logement et à la ville, PAH, DAL, le Front Commun pour le droit au logement et de nombreuses autres organisations et groupes.

Ne Da(Vi)Mo Beograd | Belgrade

Ne Da (Vi) Mo Beograd (Ne laissez pas Belgrade se noyer) s'oppose à la destruction, dégradation et pillage de Belgrad par des projets mégalomanes de développement architectural et urbain, et en premier lieu le projet "Belgrade Waterfront". Dès ses débuts, ce projet a été caractérisé par des violations des droits humains, des lois et un accord d'investissements opaque.

Afin de dégager le terrain pour la construction de ce développement urbain obscène, plus de 200 familles habitant du quartier ont été relogées dans des logements provisoires sous contrats temporaires qui ne proposent aucune garantie de maintien dans les lieux. Plus récemment, pendant la nuit du 25 avril, un groupe d'hommes masqués avec trois bulldozers ont illégalement démoli une rue entière à l'intérieur de la zone désignée pour le projet, y compris plusieurs maisons privées dont les propriétaires étaient des sociétés privées. Pendant la démolition, ces hommes ont retenu des passants et les gardiens des sociétés privées, limitant leur liberté de mouvement et violant de manière grave leur liberté. Apparemment il a été conseillé à la police de ne pas réagir aux plaintes des citoyens pendant la démolition et les policiers ont délibérément refusé de répondre aux appels au secours, quand les personnes dans et autour du site étaient harcelées.

Pendant les derniers quatre mois, l'initiative Ne da(vi)mo Belgrade a organisé des manifestations massives exigeant la vérité et la justice, rassemblant des dizaines de milliers de personnes dans les rues, et démontrant les liens directs entre cet incident et la nature de l'ensemble du projet et des politiques qui le soutiennent. Les réponses officielles des autorités ont changé à cause de la pression exercée par les protestations des citoyens ordinaires. Au début, la réponse officielle niait tout délit ou toute infraction. Plus tard, sous la pression des citoyens, ils ont admis que des politiciens de haut rang dans l'administration de la ville étaient responsables de la démolition et des infractions aux droits des gens. Les manifestants exigent toujours la démission et l'inculpation de tous les politiciens responsables: le Maire de Belgrade, le Président du conseil municipal de Belgrade, le Ministre de l'intérieur et le Chef de la police municipale de Belgrade, ainsi que d'autres personnes non identifiées qui ont ordonné, organisé et commis les infractions criminelles évoquées.

Mouvement contre les expulsions | Chypre

Notre mouvement, le mouvement chypriote contre les expulsions, a été fondé en septembre 2013 après la recapitalisation interne et les premiers bruits sur les "prêts rouges". Très vite nous avons un noyau de membres à Larnaca, Limasol, Nicosia et plus tard à Paphos. Notre première préoccupation a été de trouver des moyens de nous organiser contre les nouvelles politiques néo-libérales imposées par le nouveau gouvernement néo-libéral bourgeois particulièrement à travers le logement et le pillage continu de la société chypriote par les banquiers et les patrons.

Notre rhétorique se centrait et se centre sur la guerre de classe qui nous est imposée par la profonde crise structurelle du capitalisme, la financiarisation de tout, l'accumulation de la richesse du globe entre les mains des 1% et le transfert douloureux des maigres biens personnels des travailleurs, particulièrement leur logement, vers ces pilleurs.

Actions

Nous avons manifesté de manière répétée ou bien sur nos propre forces ou bien en participant à des mobilisations plus larges, contre les recapitalisations des banques, contre les expulsions, la

privatisation, contre les coupures de budget, le chômage et l'effritement des droits des ouvriers gagnés par le passé. Pendant la première de ces manifestations, nous avons travaillé avec la Plate-forme Unifiée contre la Privatisation des Télécoms, Electricité, Ports, Aéroports, Autorités de distribution de l'eau, etc. et pendant la deuxième, aux côtés de la Plate-forme des Syndicats. Nous avons participé avec la Gauche Européenne Unie au Parlement européen de Bruxelles dans une manifestation contre ces politiques néo-libérales.

Nous avons trois candidats dans les élections parlementaires. Nous avons manifesté dans les rues de Larnaca, Limasol et Nicosie contre les expulsions plusieurs fois, avec nos banderoles et pancartes. Nous avons organisé de nombreuses réunions dans les villes et les villages, informant les gens sur la nouvelle situation et en même temps diffusant des conseils en cas d'expulsion.

Nous avons publié de la documentation sous la forme de tracts ou dépliants que nous avons distribuée dans les festivals traditionnels dans les villes comme Larnaca qui durent plusieurs jours et au Festival de la Jeunesse de Gauche à Nicosie.

Nous organisons des permanences où nos avocats rencontrent des gens, leur donnant des conseils gratuits pour se protéger des banquiers. Nous avons organisé un rassemblement devant l'ambassade de France pour montrer notre solidarité avec les ouvriers français en lutte. Nous nous sommes ralliés à la Coalition Européenne d'Actions pour le Droit au Logement et à la Ville, un groupe que nous considérons être de la toute première importance. Nous étions aussi présents aux événements EAC à Amsterdam et Milan.

Enfin, mais d'une égale importance, nous avons essayé d'impliquer dans ces actions l'opposition montante qui se manifeste au sein des autorités municipales en leur expliquant la nécessité d'un soutien réel et ce dont on aurait besoin de leur part quand les expulsions auront réellement lieu.

TEXTES DE RÉFLEXION

Pourquoi les militants au Royaume-Uni doivent être attentifs à l'internationalisme dans les organisations de base après le Brexit

Les discussions dans la gauche anti-autoritaire britannique depuis le Brexit se sont justement focalisées sur les luttes anti-racistes et les migrants. Ce sont les luttes que nous prévoyons avec notre propre gouvernement et avec les mouvements racistes extra-parlementaires. De nouveaux mouvements populaires vont sûrement émerger pendant les prochains mois pour refléter cette nouvelle priorité. Ceux-ci auront besoin de rallier de nombreux non-migrants blancs pour participer à une expérience et à la pratique de l'organisation de la solidarité, dirigée par les demandes des migrants et organisée par les gens de couleur. En même temps, nous avons besoin de renforcer ces luttes transnationalement afin de combattre l'isolement. Malgré nos meilleures intentions, nos organisations sont autant coupables de ce séparatisme R-U que n'importe qui d'autre. Trop souvent, nous ne cherchons pas des contacts avec d'autres pays européens et leurs mouvements. Entre temps, les nationalistes sont en train de créer un sentiment paradoxal d'un mouvement de fond sur le plan international. Il est compréhensible, au regard de notre identité politique récemment définie, que la majeure partie de notre discussion se focalise sur le R-U. Une exception significative sont les manifestations récentes du mouvement "Black Lives Matter", qui ont fondu ensemble la colère ressentie à propos des assassinats policiers d'Alton Sterling et Philando Castile et celle des habitants de couleur du pays. A des moments comme ceux-ci, les gens de couleur expriment une identité transnationale qui permet des liens de solidarité à travers les frontières et les continents.

Soutenir les identités transnationales est clairement une tâche importante pour des gens qui sont aux prises avec un isolationnisme dominant comme nous le sommes. Et même si une identité européenne a pu être parmi les plus pernicieuses du monde, et le fait qu'il faut éviter à tout prix une europhilie libérale, ceux d'entre nous qui vivons en Europe partageons certaines expériences autour desquelles nous pouvons nous organiser. Si jamais il y avait un moment pour l'internationalisme, le voici. Nous avons tous été touchés de manière incalculable par l'UE – par son idéologie néolibérale, et par ses politiques (qui n'étaient pas toutes mauvaises). Beaucoup, comme le Calendrier Urbain de l'Union Européenne récemment déclaré à Amsterdam, sont des véhicules pour appuyer la dépendance du Nord-ouest de l'Europe envers la financiarisation, avec l'idée de répandre cette dépendance aux quatre coins de rue à travers le continent. Il y a une alternative à cette coopération entre les États au profit du capital transnational – l'internationalisme de base.

Voici la pulsion derrière la formation de la Coalition Européenne d'Actions pour le Droit au Logement et à la Ville. S'unir avec des groupes en Europe de l'Est qui se battent contre la pauvreté dans les logements est une forme de solidarité négligée et qui est crucialement importante. Soutenir les luttes de ces pays étranglés par le Troïka ou simplement victimes de l'austérité imposée par le traité de Maastricht est d'autant plus important que le R-U choisit de ne pas participer à ces institutions qu'elle a générées. Ceci est un travail pour les organisations locales aussi – comment pouvons-nous supposer soutenir des ouvriers roumains non organisés cherchant à construire leur pouvoir politique sans contact avec les groupes de militants roumains, sans connaître la situation que les gens ont quitté dans leurs pays d'origine, ou sans la diffusion de cette connaissance parmi la population britannique avec tous ses préjugés?

Regardant au-delà de l'Europe, beaucoup de nos nouveaux arrivants ont été déplacés par la sorte de gigantesque projet de renouvellement urbain contre lequel les londoniens luttent aujourd'hui, un fait qui facilite leur engagement dans des communautés organisées vraiment transversales. Mais c'est un mouvement à double tranchant puisqu'il ne s'agit pas seulement d'une lutte de solidarité. Nous au R-U, nous avons énormément à apprendre de tous ces groupes à travers

l'Europe, dont de nombreux ont passé des décennies à s'organiser dans des conditions de répression, et parfois contre des mouvements fascistes puissants. Nous pourrions avoir la sensation que nous faisons un pas dans l'inconnu, mais il est rarement vrai que personne d'autre n'ait jamais mené notre combat.

C'est pour ces raisons que le Radical Housing Network a envoyé des gens aux actions au lancement du Calendrier Urbain de l'UE à Amsterdam. Même si elles étaient petites, ces manifestations nous mènent plus loin que simplement se rencontrer et nous obligent à organiser ensemble. Les luttes urbaines sont, par leur nature, plus localisées que les luttes, disons, des migrants ou environnementales, donc ce processus va prendre un certain temps. Mais nous pensons que nous pouvons poser les jalons pour des actions importantes dans les années qui viennent, pour l'Europe que nous voulons voir – non pas celle que le R-U a aidé à créer, mais notre vision de l'Europe pour laquelle, nous sommes confiants, nombre de ses résidents seront d'accord pour se battre.

La résilience des luttes pour le logement en Espagne

Reprenons-les! On est sérieux. Reprenons les maisons des mains des institutions bancaires ou détenus par des gouvernements locaux qui veulent les privatiser. Au PAH nous croyons en l'auto-organisation et à l'entraide mutuelle comme base pour notre politique et nous avons développé, parmi d'autres stratégies, une campagne pour reloger des familles qui n'ont aucune solution praticable pour se loger. L'Obra Social de PAH est un jeu de mots qui fait référence au soi-disant "travail social" fait par les banques – dont l'essentiel consiste à récupérer leur image. Au PAH par contre, nous avons commencé à récupérer des immeubles et des appartements saisis par les banques renflouées avec l'argent des contribuables. Au lieu de garder ces endroits vides, nous les proposons aux familles sans alternative de logement. Avec cette campagne le PAH a relogé plus de 2.500 personnes qui autrement se seraient trouvées sans domicile.

Ceci est un exemple des nombreuses victoires que nous avons vues à travers les années, mais notre travail n'est pas terminé. Depuis sa fondation en 2009, le PAH lutte contre les saisies, les expulsions, un cadre légal des hypothèques injuste, des augmentations de loyers et la gentrification et la touristification accélérées de nos villes. Nous avons arraché la victoire pendant quelques batailles dures malgré un gouvernement de la droite conservatrice au pouvoir depuis cinq ans (et potentiellement quatre de plus à venir). Au milieu d'une des pires récessions vues en Espagne depuis son retour à la démocratie, nous avons vu le gouvernement défendre les intérêts du secteur bancaire et d'une élite politique souvent corrompue en imposant une série de mesures d'austérité à un moment où la pauvreté et le chômage explosaient. Par contre, le PAH est un espace d'espoir. Il propose un nouveau discours pour comprendre l'endettement, partage des connaissances juridiques gratuitement, et donne du pouvoir aux gens en questionnant la moralité de la dette – en particulier son remboursement. En même temps, plus de 250 noyaux à travers l'Espagne témoignent de son existence comme lieu de rencontre incroyablement diversifié et hétérogène, un lieu où tout le monde est le bienvenu.

Une des plus grandes victoires du PAH est de mobiliser des gens de tous les métiers dans la lutte pour un système de logement plus juste et plus accessible. Dans la longue lutte depuis sept ans, nous n'avons pas toujours été d'accord sur tout, mais nous croyons que nos différences nous renforcent. L'élaboration à partir de la base de nouvelles priorités sur le logement a été négociée dans des milliers d'assemblées au niveau local, passant ensuite aux négociations avec les gouvernements régionaux et national, tout en restant fidèles à nos principes de base. Un travail de recherche complète a été mené sur chacun de ces principes et tous pourraient être mis en œuvre aujourd'hui. Nous avons fourni de nombreuses manières de passer à l'acte. Ceci démontre que ce

n'est pas le manque de ressources mais l'absence de volonté politique qui les empêche de devenir la réalité.

Nous continuons à demander un changement immédiat aux lois espagnoles sur les hypothèques qui condamnent des milliers de familles à un sur-endettement perpétuel. Nous continuerons nos efforts pour rendre le logement accessible pour chaque famille, continuerons à nous battre contre la pauvreté énergétique, et continuerons à donner un sentiment de pouvoir aux milliers de personnes qui viennent (et qui restent) dans nos assemblées. Malgré la loi anti-protestation du gouvernement espagnol, nous ne cesserons pas de construire les villes dans lesquelles nous voulons vivre. Au PAH, nous le savons très bien: Oui, nous pouvons. Si Se Puede!

Comment les gens peuvent-ils parler d'épuisement nerveux quand on jette les gens à la rue ?

Dans l'activisme politique hongrois (et probablement aussi dans beaucoup d'autres contextes) il y a souvent un manque de continuité – les groupes politiques travaillent souvent au niveau des projets, ou se rassemblent dans des mobilisations à court terme en réaction ou pour protester. Les collectifs qui se définissent comme politiques ne sont pas nombreux (et pas comme des ONGs ou des organismes professionnels) et qui restent ensemble pendant des années, s'organisant autour d'une stratégie à long terme et une vision politique. Notre groupe pour le droit au logement A Város Mindenkié (La Ville est pour tous)

est un collectif politique, et nous avons toujours considéré notre méthode de travail stratégique et planifié très importante. Pourtant nous ne parlons jamais réellement à propos des prérequis personnels et interpersonnels qui sont nécessaires pour pouvoir faire ce type de travail stratégique et à long terme d'une manière durable.

Pour commencer, nous pensons toujours notre engagement politique en termes de « travail » et nous avons développé une culture organisationnelle d'attentes très élevées à travers nos sept années d'existence. Le rythme très intense du travail de notre groupe produit régulièrement des situations où des membres reculent d'un pas et cherchent des réponses individuelles au sentiment d'être submergé. Ces stratégies individuelles sont en général acceptées (et non confrontées), mais cela a aussi amené des gens à laisser tomber complètement et nous n'avons que peu de mécanismes collectifs pour opposer à ces épuisements cycliques individuels, ou pour amener des réflexions collectives sur les processus de groupe qui les produisent.

Comme avertissement de départ, je voudrais dire que l'épuisement nerveux ne peut pas être expliqué seulement par des modes de comportement individuels ou par des dynamiques de groupe. Les causes structurelles et très matérielles du sentiment d'être submergé, frustré, impuissant doivent être identifiées. Nous travaillons dans un groupe où la majorité des membres luttent avec la pauvreté dans le logement de manière quotidienne. J'ai un respect infini pour nos militants qui, malgré des difficultés quotidiennes concrètes pour réunir les conditions d'une vie décente, réussissent à trouver l'énergie et le courage de faire du travail politique. Le besoin d'agir est omniprésent dans notre groupe ; à côté des réels problèmes vécus par nos membres, nous recevons des appels et des messages de gens qui vont être expulsés pratiquement tous les jours, et en même temps nous avons l'impression que nos outils sont extrêmement limités. La tension entre le monde dans lequel nous voudrions vivre et celui qui est là est gigantesque. Pour moi ceci est quelque chose de très frustrant, et me donne l'impression que, quelle que soit la quantité de travail que j'y consacre, ce ne sera jamais suffisant.

Ces sentiments d'être submergé et impuissant peuvent amener des blocages dans votre vie personnelle et politique et une perte complète de motivation. Mon expérience est qu'il est assez difficile de remarquer quand cela est en train de se passer et quand il ne s'agit pas juste d'une nouvelle spirale de mauvaise humeur et de fatigue. Donc je crois que le premier pas est de pouvoir reconnaître le moment où vous perdez motivation et énergie ; d'identifier d'où cela vient et de

pouvoir le « nommer ». Pour pouvoir le renverser et retrouver ma motivation, cela m'a aidé beaucoup d'avoir la possibilité de prendre du recul, de vivre dans un endroit différent pendant quelques mois pour regagner de l'énergie et de l'autonomie. Ceci dit, déménager vers un pays différent est une stratégie de réaction extrêmement individualiste et fuyante qui est rarement accessible – à part pour des militants privilégiés. Donc je crois que nous avons besoin de pouvoir laisser des espaces les uns pour les autres sans avoir la nécessité de partir de nos structures d'organisation.

Afin de trouver la motivation pour revenir dans la vie quotidienne du groupe, j'avais besoin de voir la possibilité de faire les choses de manière différente et de pouvoir voir la contribution que je pouvais apporter pour réaliser cela. Et ceci amène une autre question sur la manière dont le groupe fonctionne : est-ce que nous avons les structures organisationnelles qui autorisent la critique et la discussion ? Est-ce que les membres ont la capacité et l'espace pour identifier la direction dans laquelle l'organisation est lancée, pour réfléchir à nos méthodes ? Je crois que si un groupe politique ne crée pas d'espace à ce genre de réflexion collective et d'échange, alors les gens vont inévitablement se sentir aliénés et ils vont perdre leur motivation. Il est très important que nous ne reproduisions pas les mêmes sentiments d'impuissance à l'intérieur de notre groupe que ceux que nous combattons dans le monde extérieur.

Enfin, pour éviter de rechuter dans le même piège d'épuisement encore et encore, nous devons créer des réflexes durables – à la fois à un niveau individuel et collectif. Ces réflexes de durabilité peuvent être des pratiques quotidiennes très banales (telles que des séances d'exercice physique régulières, ou prendre du temps pour des cercles autour de la question « comment ça va ? » avec du temps pour des interactions personnelles), mais qui peuvent aussi avoir un rapport aux questions plus structurelles d'une organisation, telles que quel est l'éthique du travail, comment la charge du travail est-elle répartie, comment marchent les relations de pouvoir, quelle place est donnée aux aspects liés à l'amusement et au ludique...

Éviter l'épuisement nerveux n'est pas une action unique. C'est quelque chose qui peut être atteint seulement par une prise en compte consciente permettant d'ajuster nos pratiques quotidiennes.

Je crois que cela peut être intéressant pour d'autres groupes sur le logement – peut-être particulièrement pour ceux du centre et de l'est de l'Europe, où nous n'avons pas cette pratique de structures qui promeuvent le « bien être des activistes » - de réfléchir sur l'idée d'épuisement nerveux, parce que c'est quelque chose dont on ne discute pas. Quand on organise sur les questions du logement (particulièrement dans un pays relativement pauvre), on fait face à de la souffrance matérielle très concrète face à laquelle « l'épuisement » semble une question trop frivole pour mériter une mention. En même temps, je crois que c'est précisément parce que nous luttons dans cet environnement politique et économique très hostile que nous devons faire plus d'attention au bien-être des uns et des autres, à construire des mécanismes quotidiens de soin et de durabilité interne. Qui plus est, je pense que nous avons besoin de méthodes d'organisation collective qui donnent de l'énergie et de la force plutôt qu'une liste interminable de tâches.

Le réseau de la Coalition Européenne d'Actions peut nous aider à ce propos parce que tous les pays ou toutes les structures n'ont pas tous la même structure ou la même histoire de réflexion sur la durabilité de l'organisation politique. Des discussions avec des membres de la coalition m'ont fait rendre compte que ceci est un domaine où il y a beaucoup de documents, blogs, articles, ateliers, formations et collectifs. Je ne propose pas de construire des structures militantes d'auto-secours au détriment de notre travail politique, et je suis tout à fait conscient qu'il serait absurde d'organiser des ateliers sur l'épuisement nerveux si le seul résultat était un agenda du week-end encore plus chargé. Ceci ne doit pas devenir encore un projet sur lequel travailler. Mais je crois que ces réflexions peuvent avoir des conséquences sur la manière dont nous nous organisons, rendant l'engagement non seulement plus vivable pour celles et ceux qui y sont déjà impliqués, mais aussi plus accueillant pour celles et ceux que nous voulons organiser.

Malheureusement, ce monde n'est pas un monde qui va changer dans l'espace de quelques jours – et si nous voulons continuer à le changer à long terme, nous ne pouvons pas nous y accrocher avec notre seule détermination, notre seul sentiment de responsabilité et d'engagement politique. Des stratégies individuelles ne suffisent pas ; nous avons aussi besoin de réponses collectives pour construire la durabilité de la lutte, et pour trouver dans notre « non-travail » politique collectif une source continue de joie et d'énergie.

TACTIQUES

BERLIN | Stop Evictions Alliance

Voulez-vous informer votre quartier d'une action imminente, d'une assemblée ou de tout autre événement ?

Vous devriez faire un "Mikrofonika*" utilisé plusieurs fois avec succès par Stop Evictions Berlin. Vous avez besoin d'une dizaine de personnes, 1000-2000 tracts, 1 ou 2 mégaphones et 1 ou 2 heures de temps.

Choisissez un lieu de rencontre dans le quartier où vous voulez passer des informations aux gens et notez vaguement la route que vous voulez parcourir dans la zone. Ici, il faut prendre en compte les rues ou places les plus importantes, où vous trouverez le plus grand nombre de gens, et où vous passez devant des magasins ou d'autres espaces courus. Il faut aussi penser à l'heure où la fréquentation est la plus forte.

Une ou deux personnes prennent les mégaphones et commencent à crier lentement un message court et clair. Si vous avez deux mégaphones, vous les séparez, par exemple, des deux côtés de la rue. Un Mikrofonika ne permet pas de faire des discours. Il s'agit de transmettre un message court et sa répétition constante vous donnera de l'attention des gens dans les rues, dans les magasins et dans leurs maisons.

C'est à ce moment que le reste du groupe entre en jeu. Ils sont censés se disperser aussi loin que possible mais à l'intérieur d'un rayon permettant de voir ou d'entendre les mégaphones.

Une fois que vous avez l'attention des gens, vous commencez à distribuer vos tracts avec quelques mots du genre "assemblée du quartier vendredi prochain", en insistant sur le message central. Le but est de distribuer autant de tracts que possible dans un court espace de temps. Vous aurez aussi quelques conversations parce que les gens vont vouloir plus de renseignements. Vous prenez alors quelques minutes pour discuter avec eux. Vous devez aller dans les magasins demander si vous pouvez y déposer quelques tracts. Mais ne vous perdez pas. Tout le monde doit être visible pour les autres membres du groupe.

Si vous organisez un Mikrofonika dans une zone fréquentée à un bon moment de la journée, vous serez surpris de la rapidité avec laquelle vos 1000 tracts sont partis. Et vous aurez aussi beaucoup de conversations intéressantes et utiles avec les gens du quartier, qui pourraient assister à votre prochaine action ou réunion.

Bien sûr vous pouvez prendre quelques photos et les poster sur votre site web pour en encourager d'autres à adopter ce type d'action de rue.

* Nous utilisons le mot "Mikrofonika" parce que c'est une tactique qui nous aurait été présentée lors d'une action provenant de la Grèce. Ceci dit, nous ne savons ni si ceci est vrai ni si cette tactique s'appelait à l'origine vraiment Mikrofonika, mais nous aimons bien ce nom.

VIENNE| Zwangsräumungen verhindern Wien Street-game “stop evictions”

Ce jeu est une méthode pour communiquer aux passants dans une rue. Son but est de promouvoir différentes stratégies visant à empêcher des expulsions. Utiliser un jeu permet de transmettre un message de manière ludique et d'attirer l'attention. Le jeu comprend un mélange de conseils juridiques, information à propos des groupes de soutien aux locataires et motive les gens à s'impliquer. Les règles sont très simples, donc tout le monde peut jouer – y compris des enfants. Comment ça marche :

Avec de la craie, vous dessinez un plan de jeu dans la rue. Il y aura une case “départ”, des cases numérotées et un “but”. Tous les joueurs (volontaires du public) ont un “avis d'expulsion” au début du jeu. L'objectif est d'atteindre le “but”, ce qui veut dire qu'ils réussissent à rester dans leur appartement et ils peuvent déchirer leur “avis d'expulsion”. Ils se déplacent en roulant des dés. Sur chaque champ du jeu, l'animateur lit à haute voix ce qui arrive au joueur qui tombe sur cette case – par exemple:

“Case 3: vous parlez avec vos voisins à propos de votre problème et vous les interrogez sur leur situation. Vous décidez ensemble d'organiser une assemblée des locataires. Vous avancez trois cases.”

Premières expériences :

Nous utilisons le jeu comme une contribution aux fêtes de rue et pendant des manifestations. Plutôt que de faire un discours, c'est une manière plus drôle de transmettre un message. Utilisant l'attention sollicitée par le jeu, d'autres personnes de votre groupe peuvent circuler et distribuer des tracts. Nous avons eu de bonnes expériences avec beaucoup de gens qui s'arrêtent, nous posent des questions à propos du groupe et de bons échanges avec des passants émergent d'une telle situation. Le jeu a été développé et utilisé par le groupe “Zwangsräumungen verhindern Wien”. Une description détaillée du jeu sera disponible en allemand et en anglais sur www.housingnotprofit.org

Occupation contre l'expulsion d'un locataire d'un organisme de logement public

Objectif :

L'objectif de l'action était d'empêcher l'expulsion d'un locataire d'un appartement qui appartenait à un organisme de logement public. Notre idée était de faire l'occupation avec beaucoup de gens pour déranger le processus, stimuler beaucoup d'attention publique et obliger la direction à renoncer à l'expulsion. A ce moment, des expulsions avec l'appui des forces de l'ordre étaient devenues un sujet important à Berlin et l'intérêt des médias était assez fort.

Description de l'action (14 – 16h, 15 à 50 personnes)

C'est vers 9 heures du matin que nous nous sommes rassemblés dans un parc à côté de l'organisme de logement avec près de 30 personnes. Nous avons détaillé le déroulement de l'action et vérifié que nous avions tout ce dont on aurait besoin. En amont, nous avons créé divers groupes qui assumaient des tâches différentes pendant l'occupation.

Groupe de négociations :

Deux personnes se sont présentées à la porte habillées comme des employés. Ces deux personnes sont passées devant la réception et sont montées à l'étage de la direction pour leur parler directement. Ces gens avaient un mandat du groupe sur ce qu'ils devaient communiquer à la direction de l'organisme. Dans ce cas : « Nous ne quittons pas le bâtiment jusqu'à ce qu'ils annoncent publiquement l'annulation de l'expulsion. » On a demandé que la direction descende pour parler à tout le monde. Plus de négociation derrière des portes closes.

Au moment où le groupe de négociations est monté, le reste du groupe est entré dans le bâtiment et a commencé à déployer des couvertures et un petit déjeuner que nous avons apporté, sortir des banderoles et crier des slogans anti-expulsion...

Des gens dans le groupe avait des rôles différents ;

Deux personnes étaient chargées de parler avec les travailleurs au comptoir de la réception. Ils leur ont dit que nous étions contre les expulsions, que cette action était une action non-violente et que nous faisons usage de notre droit à faire de la désobéissance civile. Il y avait des médias à l'extérieur et il n'y avait aucun besoin d'appeler la police. Bien sûr, ils ont appelé la police... Une personne est restée proche de ceux qui étaient victimes de l'expulsion pour vérifier qu'ils se sentaient bien pendant l'action, puisque pour eux c'était la première fois qu'ils participaient à ce genre d'action.

Quatre personnes sont montées dans les bureaux et ont distribué des biscuits et des tracts aux employés de l'organisme. Les employés étaient contents de la pause et assez intéressés, mais après un moment des vigiles ont foutu nos collègues dehors...

Un journaliste indépendant (du mouvement) avec une caméra filmait l'action pour en faire un clip sur le web (plus la caméra a l'air officiel, plus efficace est sa présence).

Deux personnes étaient installées dans un café à proximité, prêt à envoyer des dépêches de presse et des déclarations sur les médias sociaux et indépendants.

Deux personnes sont restées dehors pour voir si la police arrivait et pour les renvoyer au besoin. Ceci a en effet marché au début. Nous avons raconté aux policiers qu'il s'agissait d'une alarme déclenchée par erreur et que tout était sous contrôle. Bon, ils sont revenus plus tard...

Après un moment, le directeur est descendu et a d'abord commencé à expliquer que nous n'avions pas l'autorisation d'être là et qu'il ne pouvait négocier quoi que ce soit. Le groupe entier a commencé à crier des arguments contre les expulsions, lui a rappelé qu'il avait le pouvoir de décision et qu'il était du devoir d'un organisme de logement public de prendre en compte un devoir social. Nous lui avons aussi dit que s'il n'annulait pas sa décision, nous serions obligés d'organiser un blocage et qu'il serait dans leur intérêt d'éviter une confrontation brutale avec la police. Après un moment, la direction en a eu assez et a rappelé la police. Dès qu'ils sont arrivés, nous avons décidé de partir après avoir reçu des menaces d'amendes (c'est une décision que nous avons prise avant l'action...). Bien sûr, nous leur avons dit qu'il y aurait d'autres actions à venir... Deux semaines plus tard, l'organisme de logement a annulé sa décision et la famille a pu rester dans l'appartement ! Nous avons fait ce type d'action plusieurs fois pendant ces dernières années et parfois, elle marche, parfois non. Nous pensons que cela dépend toujours du contexte spécifique, combien de pouvoir de négociation avez-vous comme groupe, combien d'attention médiatique il y a sur le sujet. De toute manière, c'est toujours drôle à faire et cela n'exige pas une quantité énorme de gens. Il faudra deux ou trois réunions avant l'action pour décider sur son déroulement pas à pas. Il faut assigner les différents rôles et tâches, formuler un mandat clair pour le groupe de négociation. Il est aussi suggéré d'imaginer différents scénarios et décider comment vous comporter à l'arrivée de la police. Voulez-vous rester avec le groupe ? Ou partir pour éviter la répression ?

Deux personnes ont fait un peu de reconnaissance des lieux avant l'action et ont découvert les heures de la journée où la direction est présente.

Préparez des tracts, un communiqué de presse et une stratégie médiatique. Quant à cette dernière, contactez quelques gens de la presse dans lesquels vous avez confiance et dites-leur que quelque chose va se passer pendant la journée.

Mobilisation :

On ne peut pas mobiliser de manière publique pour ce type d'action, mais seulement parmi les collègues et groupes avec lesquels vous êtes proches. En fait nous l'avons communiqué par courriel et par téléphone pour voir si nous étions surveillés par la police, ce qui en fait n'était pas le cas à l'époque. Demandez à vos soutiens de s'habiller normalement parce qu'une trentaine de jeunes cagoulés attirent forcément de l'attention dans un parc.

Matériel :

Banderoles, peinture, tracts, téléphones portables (un pour les médias, un pour le groupe de négociation, un autre pour les gens en bas, biscuits pour les employés, petit déj., jeu de cartes et guitare (au cas où l'occupation dure un peu).

LONDRES | Réseau de Logement Radical | Digs – Locataires privés de Hackney Choisir la question – Voyage de campagne des Digs

1. Réduisez les frais

Quand je me suis engagé dans Digs, le groupe de locataires du secteur privé à Hackney, nous étions en train de démarrer une campagne contre les frais des agences, en lien avec d'autres groupes de locataires qui organisaient des actions à travers Londres. Nous avions le sentiment de faire partie d'un mouvement croissant, et avons organisé des actions amusantes, adaptées aux familles, devant quelques agences immobilières locales pour protester contre les frais qu'ils exigent. C'était une question qui suscitait beaucoup de discussions et il semblait y avoir la possibilité d'un changement de politique de la part du gouvernement. Ceci dit, notre cible était les agences et nous n'allions pas changer de tactique. On ne pouvait pas cibler le gouvernement sans construire un mouvement, de la colère et un sentiment de progrès à travers des actions locales. Même si c'était largement admis que ce n'était pas une campagne que nous pouvions gagner et nous ne savions pas quoi en faire. Nous n'avons pas fait d'analyse des forces en présence et nous n'avons pas d'autres alliés que les gens dans la même position que nous.

2. Racontez-nous votre histoire

A la place, nous avons mené une campagne d'écoute. Nous avons rassemblé 50 histoires de mauvaises expériences de locataires de notre stand d'accueil régulier à Hackney, et par des liens que nous avons dans les abris locaux pour SDF, etc. Cela nous a aidés à recadrer notre organisation sur les principes d'une organisation communautaire, construisant à partir de l'expérience et l'intérêt personnel des gens. Nous avons eu un mauvais rapport avec le conseil municipal avant cette étape, parce que souvent ils refusaient de reconnaître l'étendue des problèmes que nous soulevions, mais nous avons mené des actions juste avant les élections locales, à un moment où ils voulaient qu'on les regarde en train de parler à des groupes de la communauté. Nous avons constitué un dossier liant et analysant les problèmes et nous avons invité ceux qui avaient contribué par leurs histoires à une action devant la mairie.

Nous avons joué à un jeu de « bingo des locataires » avec des problèmes comme « infestation » ou « expulsion illégale » sur les cartes que nous avons distribuées aux 6 conseillers municipaux devant la mairie, qui ont été obligés de reconnaître les questions en les cochant. Nous avons 7 revendications spécifiques, et ils ont été tous obligés d'y répondre à tour de rôle, ce qui les a effrayés. Maintenant ils nous rencontrent toutes les 6 semaines, et la plupart du temps ils font ce que nous leur demandons de faire. Il fallait précipiter un accord sur les revendications avant d'avoir obtenu un aval collectif, et toutes n'étaient pas immédiatement acceptables (quelques-unes étaient trop focalisées sur des politiques précises), donc même si nous avons gagné sur une ou deux des revendications, cela n'a pas eu comme résultat une campagne continue.

3. YesDSS !

Celle-ci est notre campagne actuelle, contre la discrimination opérée par les agences de location contre les gens qui reçoivent des allocations logement (DSS). Elle a pris son origine lors de l'expulsion d'une locataire qui n'avait nulle part où aller. Nous l'avons soutenue et elle voulait être le premier visage d'une campagne plus large. C'est important pour nous car cela nous permet de repositionner notre base vers les personnes plus pauvres du secteur de location privée, et de construire une équipe forte parmi les allocataires. Il y avait beaucoup de gens à cibler – propriétaires, agences de location, hypothécaires, assureurs, mais nous avons choisi les agences de location parce que c'est plus facile de construire un mouvement collectif contre eux. Le conseil municipal s'est rallié à nous parce qu'ils n'ont nulle part pour héberger les expulsés. Nous avons appelé les agences en prétendant être des gens aptes à recevoir une allocation logement et sur cinquante, nous avons seulement trouvé un studio disponible, et beaucoup d'entre elles ont

une politique explicite refusant les gens recevant une allocation logement. Nous avons contacté un journal national et les médias avant notre action, et puis nous avons organisé un « emménagement » avec beaucoup de cartons de vêtements , occupant les bureaux de quatre agences de location disant que nous n'avions nulle part ailleurs où aller. Deux d'entre elles ont bien répondu sous la pression et ont dit qu'ils en discuteraient avec leurs propriétaires. C'était difficile pour nous de maintenir la pression car il faut des gens d'accord pour passer des heures à discuter avec des agences de location. Nous avons poursuivi en distribuant une liste noire de 24 agences qui font de la discrimination. Même si le Conseil municipal a soutenu, nous ne voulions pas être perçus comme y étant trop liés, donc nous avons remplacé les pubs aux arrêts de bus avec d'autres mimant les affiches d'information du Conseil. Les annonces faisaient la publicité sur la discrimination et affichaient la liste noire des agences discriminantes. Il y a maintenant un petit nombre d'agences qui essaient de se faire enlever de la liste en nous disant qu'ils sont d'accord pour louer aux bénéficiaires des allocations, donc nous leur amenons des gens qui cherchent du logement. Chaque agence qui change de pratique est une victoire !

Cette publication est le bulletin régulier de la Coalition Européenne d'Actions pour le Droit au Logement et à la Ville. Nous sommes 26 groupes dans 18 pays – regardez notre carte sur www.housingnotprofit.org pour les noms des groupes dans votre région, et pour des mises-à-jour régulières.

Ce bulletin est composé de textes soumis par nos groupes membres. Si vous souhaitez donner un coup de main, ou soumettre un texte pour le prochain, contactez housing@riseup.net